

« Le gouvernement Harper cherche à l'heure actuelle à créer de toutes pièces une autre crise parlementaire afin de ne pas répondre de ses actes. »

-Pierre Paquette, leader parlementaire du Bloc Québécois, 25 mai 2010

Après la crise des documents sur les détenus afghans créée par le gouvernement Harper, les conservateurs se lancent maintenant dans une nouvelle confrontation avec l'opposition en voulant empêcher le personnel des ministres de comparaître devant les comités parlementaires. Une fois de plus, et malgré la récente décision du président de la Chambre qui réprimandait le gouvernement pour son manque de transparence, les conservateurs nous donnent une illustration de leur profond mépris à l'égard du Parlement, des institutions qui le composent et de la démocratie tout court.

Avec cette mesure, le gouvernement vient d'inventer un nouveau stratagème pour empêcher le Parlement de faire son travail. En prétextant que « ce sont les ministres qui comparaitront à [la place de leur personnel politique] pour rendre compte de leurs actions », le gouvernement sait pourtant très bien que les comités parlementaires ne peuvent pas contraindre un ministre à témoigner. D'ailleurs, quand le sujet est trop délicat, les ministres conservateurs ne se gênent pas et refusent tout simplement de témoigner devant les comités, comme ce fut le cas dernièrement pour le ministre Christian Paradis.

Fait notable, cette décision survient au moment où le directeur des communications de Stephen Harper, Dimitri Soudas, devait témoigner devant le comité sur l'éthique concernant des allégations d'ingérence

politique dans la publication de documents en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. Soudas ne s'est pas présenté au comité, pas plus que son patron, le premier ministre. C'est le ministre des Transports, John Baird, qui a parlé au nom des principaux intéressés.

Pour les conservateurs, c'est le monde à l'envers: plus on est proche du pouvoir, moins on est imputable ! Au lieu d'accepter de rendre des comptes et de contribuer au bon fonctionnement des institutions parlementaires, les conservateurs cherchent constamment à faire diversion et sont en train d'installer l'omertà au sein du Parlement. C'est inacceptable !